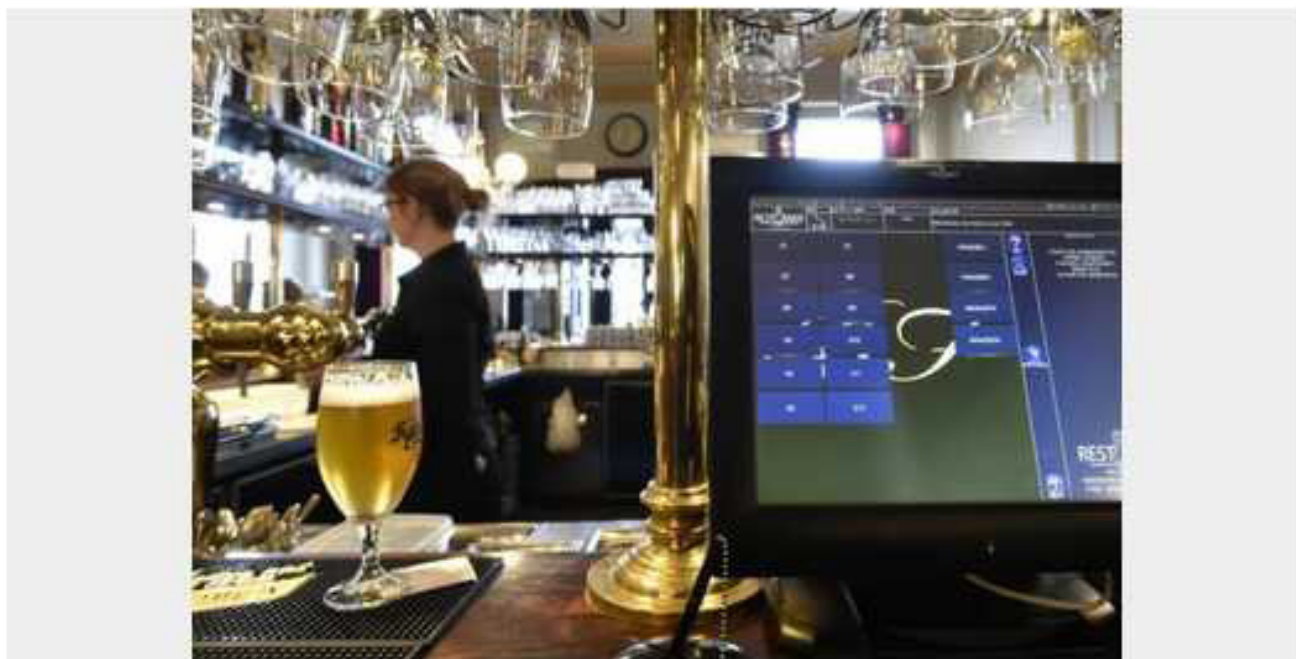


Black box : un exploitant sur six ne l'utilise pas

Actualité > Belgique - Aujourd'hui 07h16 - Anne SANDRONT & Caroline FEXELLES - L'Avenir



La fédération horeca Wallonie enverra aujourd'hui une lettre à ses affiliés disant qu'elle «préconise de ne pas encore activer la black box». -Photo News

La black box est désormais obligatoire dans l'horeca. Or, sur le terrain, tous ne l'utilisent pas. Le SPF Finances a lancé des contrôles. Le secteur est furieux.

Le 4 juillet dernier, le SPF Finances a lancé une action de contrôles dans le secteur de l'horeca, afin de vérifier l'installation et l'utilisation de la fameuse caisse blanche (ou black box), destinée à lutter contre la fraude à la TVA.

Si on en parle depuis des mois, un nouvel arrêté vient de la rendre obligatoire pour tous les établissements dont la part du chiffre d'affaires annuel, liée à l'alimentation, est supérieure à 25 000€.

1 856 contrôles sont prévus. *«Seront d'abord visés les établissements qui n'ont toujours pas, au 1er juillet 2016, de système de caisse enregistreuse actif»*, indique le SPF Finances. Ainsi, selon des chiffres de l'administration, sur 17 468 exploitants qui doivent utiliser un système de caisse enregistreuse, 17 241 en disposent d'un mais 2 954 ne l'utilisent pas encore.

«Bien que cette action soit répressive, elle a pour but premier de créer un effet dissuasif et de garantir un traitement équitable au sein du secteur», explique le SPF Finances qui rappelle que 7 000 établissements ont été visités en 2015 afin de les sensibiliser et les informer.

Du côté des sanctions, on parle d'une première amende de 1500€ pour tout établissement non en règle. Pour les récidivistes, les amendes sont fixées à 5 000€. *«Les restaurants, hôtels et traiteurs qui n'ont pas encore acquis ou branché leur caisse blanche, seront obligés de l'utiliser ou ils devront fermer»*, indique lundi le Syndicat neutre pour indépendants (SNI).

Des «contrôles indécents»

Pour Thierry Neyens, président de la fédération horeca Wallonie, ces contrôles sont indécents.

La fédération tique d'ailleurs sur la communication présente sur le site du SPF Finances, qui annonce ces contrôles: *«Il est évoqué le fait que la charte fiscale et sociale a été signée par les fédérations professionnelles régionales de Flandre, Bruxelles et Wallonie. C'est totalement faux»*, dit Thierry Neyens.

Les trois fédérations n'ont pas signé car il restait des zones d'ombre. *« On a relayé les problématiques liées à l'installation des caisses.»* Aux traditionnels problèmes techniques, évoqués depuis le début des débats autour de la black box, se sont notamment ajoutés les problèmes liés aux flexi-jobs . Présentés comme une mesure d'accompagnement de l'introduction de la caisse blanche, ces flexi-jobs sont contestés par les syndicats car ils contribuent selon eux au climat d'incertitude du secteur.

Recours en vue

«On a des discussions constructives avec les membres du gouvernement, et de l'autre côté, l'administration du SPF Finances joue au rouleau compresseur. Il est indécent d'annoncer des contrôles dès le 4 juillet alors que le texte n'est paru au Moniteur que le 24 juin et conserve des inégalités et des lacunes.»

Dans la liste des revendications, la règle des 25 000€ – en dessous desquels l'exploitant est exempté de l'obligation d'une black box –: *«Comment peut-on accepter qu'un établissement fasse 100 000€ voire 300 000€ de bénéfices sans avoir une caisse? C'est discriminatoire! Ça incite les gens à ouvrir des activités complémentaires, et ne prendre que la cerise sur le gâteau. C'est de la concurrence déloyale.»*

Horeca Wallonie annonce que le texte de loi fera l'objet d'un recours dans les prochaines semaines. Ses confrères bruxellois et flamands devraient lui emboîter le pas. Par ailleurs, Thierry Neyens a prévu d'envoyer une note à ses affiliés aujourd'hui leur disant: *«Nous ne disons pas qu'il ne faut pas s'équiper. Il faut faire les démarches: s'enregistrer, s'équiper... Mais nous préconisons de ne pas encore activer la black box.»*

Bain de sang social? Trop tôt pour le dire

Suite au lancement des contrôles la semaine dernière, le Syndicat neutre pour indépendants (SNI) a dit craindre lundi «des ravages dans le secteur les prochains mois».

Car, si selon le SNI, le nombre de faillites a augmenté de seulement 1,4% au cours des 5 premiers mois de 2016 (par rapport à la même période en 2015), *«il ne faut pas crier victoire trop vite»*. *«Le cadre légal n'est en ordre que depuis fin juin. Nous sommes convaincus que les prochains mois auront des répercussions auprès des commerces qui doivent utiliser la caisse blanche et nous craignons une augmentation du nombre de faillites et de cessations.»*

En février dernier, le SNI avait déjà déclaré, en se basant sur un sondage auprès de 528 restaurants, tavernes et brasseries, qu'un cinquième des établissements avait dû licencier à cause de la black box.

«Le secteur ne demande pas mieux que de travailler en toute transparence mais il faut que ce soit faisable, insiste Christine Mattheeuws, présidente du SNI. Les mesures d'accompagnement du gouvernement sont limitées. L'horeca exige une diminution des charges sociales mais aussi une baisse du taux de TVA à 6% sur la nourriture et les boissons.»

À la fédération horeca Bruxelles, on reste prudent: *«La caisse blanche est un petit élément par rapport à d'autres éléments qui ont causé des fermetures ces derniers temps sur Bruxelles notamment, comme les tunnels fermés, les attentats ou les grèves, note Philippe Trine, président de la section Restaurants. Mais il est vrai que l'arrivée de cette caisse a été mal vécue dans le secteur. Quand vous savez qu'il faut compter entre 3 000 et 7 000€ par machine...»*



«J'attends avant de m'équiper»

De nombreux patrons ont la black box. Mais ils attendent avant de l'activer. Comme Olivier Jauquet qui a retenu les leçons du passé.

Depuis le 1er juillet, tout restaurateur dont le chiffre d'affaires provenant de la consommation de repas sur place dépasse 25 000€ est susceptible de subir un contrôle pour vérifier qu'il utilise la caisse enregistreuse connectée.

Une perspective qui n'effraie guère sur le terrain. Et s'ils préfèrent souvent rester anonymes, Olivier Jauquet (à droite sur la photo) ne s'en cache pas: sa brasserie du bowling de Huy n'est pas encore connectée.

Pour lui, c'est une question de prudence: il se souvient encore de l'épisode des extracteurs de fumée, qui avaient été imposés au début des années 2000. *«Puis, la loi interdisant de fumer est passée. Moralité: nous avons investi 3 000€ dans des équipements pour rien. Avant d'investir, nous voulons être certains qu'il n'y a pas de revirement de situation.»*

Un restaurateur schaarbeekoïse confirme: *«Les choses ne sont pas encore très claires. Et tant qu'on n'est pas sûr à 100%, on ne bougera pas.»* Même son de cloche chez un confrère namurois. *«Si personne ne l'utilise, je ne la mettrai pas. Et pour le moment, à Namur, tout le monde en est là. On est tous solidaires.»*

«C'est une question de principe»

Une solidarité qui dépasse les limites de la capitale wallonne. Olivier Jauquet et ses collègues, en retardant le passage aux caisses enregistreuses connectées, ne font rien d'autre que suivre les consignes de la fédération horeca Wallonie, un secteur où travaille sa famille depuis 54 ans.

Et ce qui frappe cet indépendant, c'est l'inégalité dans le secteur: *«Pourquoi impose-t-on une black box dans l'horeca, et pas aux bouchers, boulangers, coiffeurs? C'est de la discrimination.»*

Si l'on en croit les chiffres avancés par le secteur, les black boxes pourraient coûter 20 000 emplois et causer la fermeture de 30% d'établissements. Mais pour la brasserie du bowling, ça ne devrait rien changer.

« Nous ne fonctionnons qu'avec des temps pleins et des caisses électroniques: notre comptabilité est transparente, car tout est informatisé. Mais il faut se rendre compte que dans une brasserie, 30% du temps, c'est de l'attente. Entre 11 heures et midi, le personnel doit être là, mais le plus souvent, il n'a rien à faire. C'est le cas dans tous les établissements qui ouvrent 13 à 14 heures par jour, 7 jours sur 7.»

Même son de cloche du côté de notre restaurateur namurois. *«La black box ne changera pas grand-chose financièrement. Tout est déclaré. C'est une question de principe!»*